



United Nations
Educational, Scientific and
Cultural Organization

Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

Organización
de las Naciones Unidas
para la Educación,
la Ciencia y la Cultura

Организация
Объединенных Наций по
вопросам образования,
науки и культуры

منظمة الأمم المتحدة
للتربية والعلم والثقافة

联合国教育、
科学及文化组织

**Discours de M. Koïchiro Matsuura, directeur général de l'UNESCO, à
l'occasion de la Conférence régionale africaine pour le lancement de
l'Année internationale de la planète Terre**

Arusha (Tanzanie), 8 mai 2008

Monsieur le Président de la République-Unie de Tanzanie,
Monsieur l'ancien Président de la République-Unie de Tanzanie,
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Mesdames et Messieurs,

C'est pour moi un très grand plaisir que d'être aujourd'hui à Arusha pour l'ouverture de la Conférence régionale africaine de lancement de l'Année internationale de la planète Terre (IYPE). Je suis très heureux de l'occasion qui m'a été donnée de revenir en Tanzanie, où je me suis rendu pour la première fois en tant que Directeur général de l'UNESCO en 2002.

Permettez-moi, pour commencer, d'exprimer ma gratitude au Président Jakaya Mrisho Kikwete pour son accueil si chaleureux et le grand soutien qu'il apporte à l'IYPE. Je souhaite également le féliciter pour sa nomination à la présidence de l'Union africaine.

La Tanzanie n'a pas seulement contribué à la proclamation de 2008 Année internationale de la planète Terre ; elle a également été à la pointe des efforts pour mettre en œuvre les objectifs de l'IYPE dans toute l'Afrique, comme le montre cette conférence.

Je voudrais accueillir très chaleureusement l'ensemble des participants, africains et internationaux, qui ont fait leurs avec tant d'enthousiasme les objectifs de cette Année internationale.

En tant qu'Organisation chef de file pour cette Année, l'UNESCO a encouragé une approche multipartenaire qui associe scientifiques, responsables politiques,

organisations multilatérales et représentants de la société civile et du secteur privé. Il est donc très prometteur de voir réunies ce matin de si nombreuses personnes venues de divers horizons.

Enfin, je souhaite féliciter le Comité national tanzanien pour l'IYPE et ses nombreux partenaires pour tout ce qu'ils ont fait pour organiser cette cérémonie de lancement régional.

Je suis convaincu que l'IYPE marquera une étape dans l'évolution de l'Afrique vers une utilisation plus durable des abondantes ressources naturelles dont elle dispose, au service d'un développement plus équitable.

Mesdames et Messieurs,

Quels sont, de fait, les principaux objectifs de l'IYPE ?

L'objectif fondamental est d'attirer l'attention internationale sur le rôle essentiel que peuvent jouer les sciences de la terre dans les efforts pour rendre notre Planète plus sûre, plus salubre, et plus viable.

Voici donc le message clé : une planète plus sûre, plus salubre, et plus viable.

Notre monde doit faire face à des menaces difficiles et inédites. Le changement climatique, l'urbanisation rapide et la croissance démographique, la hausse du prix des denrées alimentaires et de l'énergie, la perte de biodiversité et le risque croissant de catastrophes naturelles : ce sont là quelques exemples des défis que l'humanité doit relever à l'aube du XXI^e siècle.

Dans le monde, une part disproportionnée de ces difficultés pèse sur les communautés les plus pauvres et les plus vulnérables, en particulier sur les peuples d'Afrique.

Il est donc impératif de trouver des moyens nouveaux et plus efficaces pour gérer les ressources de la Terre et atténuer les risques de catastrophes naturelles.

Autant de raisons pour lesquelles l'Année internationale de la planète Terre et son slogan « Les sciences de la terre au service de la société » sont si importants.

De fait, le premier objectif de cette Année est de sensibiliser l'opinion à la richesse du savoir et de l'expérience accumulés par les chercheurs en sciences de la terre du monde entier. Un autre de ses buts est de faire en sorte que ce savoir soit

exploité plus pleinement et plus efficacement au service des efforts nationaux de développement.

Pour atteindre cet objectif, des comités nationaux ont été créés dans quelque 70 pays avec le soutien des commissions nationales pour l'UNESCO, afin de mener des activités de sensibilisation. Sur le continent africain, on compte onze de ces comités, quatre sont en cours de création, et onze comités supplémentaires sont à l'étude. Le président fondateur de la Namibie, M. Sam Nujoma, est devenu le premier parrain africain de l'IYPE.

Le fait que l'Année de la planète Terre suscite un intérêt politique d'une si grande envergure est particulièrement important. Ce qui m'amène au deuxième objectif principal de l'IYPE : favoriser une collaboration plus étroite entre les chercheurs en sciences de la terre et les responsables politiques, pour faire en sorte que le savoir géoscientifique que nous détenons soit mieux mobilisé au service de la société.

Le renforcement de ce lien entre la recherche et la politique est une grande priorité pour l'UNESCO, particulièrement dans le cadre du soutien que nous apportons à la mise en œuvre du Plan d'action consolidé de l'Afrique dans le domaine de la science et la technologie.

À la suite du Sommet de l'Union africaine de l'année dernière, et de la célébration, tout au long de l'année 2007, de l'Année de la science et de la technologie en Afrique, de nombreux pays se sont engagés dans des plans d'action ambitieux pour stimuler les politiques nationales pour la science, la technologie et l'innovation.

La Tanzanie fait partie de ces pays. Monsieur le Président, dans le document Vision 2025, vous vous êtes engagé à « transformer l'économie pour qu'elle soit forte, capable d'adaptation, compétitive, et solidement étayée par la science et la technologie ».

Je vous assure à nouveau que l'UNESCO est prête à vous apporter tout son soutien dans ces efforts.

Nous avons d'ores et déjà renforcé notre aide dans ce domaine dans le cadre de l'initiative « Unis dans l'action » en Tanzanie. Conformément aux priorités nationales, l'UNESCO fournit une assistance en étroite collaboration avec le Coordonnateur résident et les institutions du système des Nations Unies, ainsi

qu'avec d'autres partenaires pour le développement, notamment le Japon et l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (ASDI).

L'UNESCO est également mobilisée pour aider d'autres pays africains à formuler des politiques scientifiques en vue de relever les défis du développement national.

En ce sens, l'IYPE constitue selon nous une occasion de progresser encore dans ce domaine. Premièrement, en attirant davantage l'attention du monde politique sur le rôle de la science, et particulièrement des géosciences, dans le développement. Deuxièmement, en encourageant à participer davantage aux initiatives scientifiques nationales. Je profite de cette occasion pour inviter en particulier le secteur privé, notamment les chefs d'entreprise, à collaborer avec nous dans cet effort d'envergure pour renforcer les systèmes scientifiques en Afrique.

Mesdames et Messieurs,

Disposer de capacités humaines et institutionnelles adéquates constitue la clé de voûte d'un système scientifique performant. C'est pourquoi le troisième but principal de l'IYPE est de renforcer ces capacités dans le domaine des sciences de la terre, notamment en encourageant plus de jeunes gens à entreprendre des études dans cette discipline.

Il y a aujourd'hui quelque 400 000 géoscientifiques de par le monde. Mais malheureusement, les pays développés tout comme les pays en développement observent un déclin du nombre d'étudiants en sciences de la terre.

Avec une population avoisinant les 930 millions d'habitants, l'Afrique compte seulement 100 universités ou institutions qui proposent des cours en sciences de la terre.

Ce fait est d'autant plus regrettable que les spécialistes en sciences de la terre sont sans doute plus que jamais importants pour le développement du continent.

La recherche de ressources énergétiques et de matières premières est devenue une question capitale pour les économies émergentes et en développement, notamment sur le continent africain, qui est doté de riches réserves de métaux précieux, tels que le cobalt, le cuivre ou l'uranium. L'exploitation rationnelle de ces ressources est vraisemblablement l'une des clés de la future prospérité africaine, en particulier si une valeur ajoutée vient augmenter ces ressources, créant ainsi des emplois et générant des revenus supplémentaires.

Cependant, comment une nation peut-elle mettre à profit ses ressources géologiques si elle manque de scientifiques pour la conseiller sur la façon de les exploiter et de les utiliser efficacement et durablement ?

Afin de répondre à ce besoin, l'UNESCO propose de lancer un programme d'éducation en sciences de la terre pour l'Afrique dans son ensemble, et invite les comités nationaux africains pour l'IYPE à participer activement à sa mise en place.

Je trouve extrêmement prometteur que les comités africains pour l'IYPE s'emploient résolument à promouvoir l'enseignement des sciences de la terre et à encourager les jeunes à poursuivre des études dans ces disciplines.

La Tanzanie a été de ceux qui ont montré la voie à cet égard, avec l'organisation d'un concours de rédactions ouvert aux écoliers. La campagne menée à l'échelle du continent prévoit la distribution aux établissements scolaires de supports pour l'enseignement de la géologie, l'organisation de sorties scolaires sur le terrain et la production de programmes télévisés sur les sciences de la terre.

De plus, pour coïncider avec le lancement africain de l'IYPE, l'UNESCO, en collaboration avec la Commission nationale de la République-Unie de Tanzanie pour l'UNESCO, a organisé des ateliers d'étude de l'espace pour des élèves et enseignants du secondaire à Dar es-Salaam et ici-même à Arusha.

Je souhaite également rappeler le succès du concours mondial de l'IYPE, organisé l'an dernier pour encourager les étudiants à adopter des approches créatives dans le domaine des géosciences. Les vingt-neuf lauréats africains - dont quatre Tanzaniens - ont été invités à participer au lancement mondial de l'IYPE qui a eu lieu au Siège de l'UNESCO en février.

Il me semble très encourageant de voir que, grâce aux activités comme celles-ci et à d'autres mises en œuvre dans le cadre de l'IYPE, les sciences de la terre ont déjà été réintroduites dans les programmes d'enseignement secondaire de nombreux pays. J'engage vivement les autres pays africains à suivre cette voie.

Mesdames et Messieurs,

Je souhaiterais à présent aborder brièvement certaines des activités que l'UNESCO mène en Afrique pour soutenir l'IYPE.

Je suis heureux de dire que nous poursuivons ces activités en nous appuyant sur un long passé de collaboration, notamment dans le cadre du Programme international de géosciences (PICG), dirigé conjointement par l'UNESCO et l'Union internationale des sciences géologiques.

La communauté géoscientifique d'Afrique est activement engagée dans ce programme depuis sa création en 1972. Aujourd'hui, vingt-huit pays africains participent à vingt-deux des trente-huit projets du PICG, aidant ainsi à focaliser les compétences spécialisées et la recherche sur les défis essentiels du développement, tels que la gestion des nappes d'eau souterraines, l'extraction des minerais ou l'atténuation des géorisques.

Notre action vise également à permettre aux pays africains d'accéder aux géodonnées et à mettre en place des systèmes d'information pour la recherche géologique utilisant des technologies modernes, telles que la télédétection par imagerie satellitaire. Par exemple, le Réseau panafricain pour un système d'information géologique (PANGIS), établi en 1987, utilise des logiciels et des ordinateurs fournis par l'UNESCO pour réorganiser des géodonnées, bibliographiques ou factuelles, les rendant ainsi plus accessibles aux scientifiques et aux ingénieurs d'autres disciplines, ainsi qu'aux chefs d'entreprise et aux responsables politiques.

L'UNESCO mobilise trois de ses initiatives phares pour soutenir l'IYPE : le Programme sur l'homme et la biosphère, qui compte pas moins de 70 réserves dans 30 pays africains ; le Programme du Patrimoine mondial, qui inclut 33 sites naturels et 3 sites mixtes (naturels et culturels) sur le continent, et le Réseau mondial des géoparcs nationaux. Hier, j'ai eu le grand plaisir de me rendre au Ngorongoro, le premier site tanzanien inscrit au Patrimoine mondial.

Plusieurs pays africains ont exprimé leur volonté de rejoindre le Réseau, qui peut présenter un immense intérêt, tant pour ce qui est de l'échange des connaissances et du renforcement des capacités, que pour stimuler le tourisme et le développement économique. L'Afrique est riche de nombreux sites géologiques exceptionnels. Par exemple, les gorges d'Olduvai - à seulement 200 kilomètres à l'ouest d'Arusha - ont livré certains des plus anciens fossiles des ancêtres de l'humanité, tels que l'Australopithèque boisei et l'Homo habilis. J'espère qu'à l'occasion de l'IYPE, nous pourrions éveiller un intérêt encore plus grand pour la préservation et la promotion de ce patrimoine géologique remarquable.

L'UNESCO s'intéresse tout particulièrement à encourager toujours plus de femmes africaines à devenir géoscientifiques. Il y a à peine un mois, nous avons organisé conjointement la quatrième conférence internationale de l'Association des géoscientifiques africaines au Caire (Egypte). La conférence a attiré plus de 200 participants d'Afrique et du monde entier, venus mettre en commun leur expérience, leur savoir et leurs idées pour assurer un avenir viable pour le continent africain.

Pour terminer, je voudrais mentionner le Congrès géologique international, qui se tiendra à Oslo en août prochain. Organisé sous le parrainage de l'UNESCO et rassemblant plus de 7 000 géoscientifiques, c'est là un autre événement majeur qui contribuera à mettre sur le devant de la scène le concept de « sciences de la terre au service de la société ». L'UNESCO soutiendra la participation de divers géoscientifiques africains à cette conférence, pour faire en sorte que le point de vue et les préoccupations du continent soient bien mis en évidence.

Mesdames et Messieurs, je terminerai en remerciant à nouveau le Gouvernement tanzanien, et en particulier le Président Kikwete, d'avoir accueilli cet événement d'une importance indéniable, aussi bien pour l'Année internationale que pour le continent africain. Je suis convaincu que vos débats seront riches et fructueux et attends avec impatience de connaître les résultats de vos travaux.

Je vous remercie.